Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1578

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

La responsabilité historique des socialistes

L'UDC veut mener une politique anti-sociale, anti-écologique et anti-européenne. Ultralibérale sur le plan économique, elle défend en revanche une vision autoritaire et rétrograde de la société. Pire, elle n'hésite pas à violer les valeurs républicaines en flattant les sentiments xénophobes et racistes. Il en découle que toute matérialisation des projets de l'UDC est une régression pour la gauche. Désormais, il n'existe plus aucune intersection programmatique entre le PS et l'UDC. Attachés à la concordance, nos esprits ne sont pas préparés à la brutalité de cet antagonisme, même si les récentes décisions en matière d'AVS et de fiscalité l'ont rendu patent.

Constatant la progression de l'UDC et son durcissement, le PS doit-il dès lors simplement annoncer qu'il quitte le Conseil fédéral et menacer de passer à l'opposition ? Certes non, car ce serait trahir les aspirations d'un électorat rose-vert qui attend des propositions offensives et constructives, reflétant une vraie vocation gouvernementale.

Au lieu de railler le PDC et le PRD tout en discutant d'un second siège blocherien, Christiane Brunner, présidente du PS, devrait mettre concrètement ces deux partis face à leurs responsabilités. Il y aurait lieu de leur proposer un accord de gouvernement. Ce programme devrait porter sur la consolidation des assurances sociales et la politique européenne à court terme, c'est à dire les *Bilatérales II*, l'extension aux pays d'Europe de l'Est et les mesures d'accompagnement. Dans le long terme, il pourrait confirmer la perspective d'adhésion et prévoir les modalités d'un maintien euro-compatible du service public, spécialement dans les régions périphériques. Sur le plan fiscal, le programme pourrait proposer un remodelage visant à rééquilibrer la TVA, l'impôt fédéral direct et les primes d'assurances maladie. Enfin, l'accord devrait intégrer la consolidation de la protection de l'environnement et inclure le renforcement de la formation et de la recherche. Dans ce domaine, la réforme structurelle du secteur universitaire pourrait préfigurer celle du fédéralisme. La conséquence politique de cet accord serait d'inclure un Vert au gouvernement en remplacement de l'UDC. Cette coalition représenterait 62,4% des suffrages, ce qui correspond à exactement deux tiers des sièges de l'Assemblée fédérale.

S'ils n'entrent pas en matière, le PRD et le PDC montreront par là leur volonté de s'aligner sur l'UDC pour gouverner. Dans ces conditions, le PS n'aurait plus sa place au Conseil fédéral et devrait laisser les bourgeois assumer seuls les conséquences dévastatrices de la politique de l'UDC. En effet, on ne voit guère comment deux socialistes représentatifs pourraient rester au Conseil fédéral. Non seulement, la participation au gouvernement ne permet plus des progrès, mais elle ne freine même plus les régressions, à l'image de la 11ème révision de l'AVS ou du contre-projet à l'initiative «Avanti» que s'apprête à défendre Moritz Leuenberger. MM. Blocher et Steinegger répètent désormais sur tous les tons qu'ils souhaitent la présence de deux socialistes au Conseil fédéral, tout en refusant la moindre concession programmatique au PS. On les comprend, car dans un Conseil fédéral dominé par Blocher et ses imitateurs, les socialistes feraient figure d'idiots doublement utiles : ils aideraient à surmonter l'obstacle référendaire tout en discréditant le PS. RN

Dans ce numéro

Le parti socialiste, avec les Verts, doit proposer à la droite modérée, sortie battue des urnes, un accord de gouvernement autour de six domaines stratégiques. Formation et recherche puis Europe et politique sociale sont les thèmes débattus cette semaine. *Lire aux pages 2 et 3* - L'ultimatum lancé avec à la candidature de Christoph Blocher est indigne de la démocratie suisse. *Lire en page 4* - L'entrée au Conseil fédéral du tribun zurichois suscite satisfaction et méfiance chez les patrons suisses. *Lire en page 5*
La démocratie directe n'est pas l'arme absolue. *Lire en page 6*

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

31 octobre 2003
Domaine Public n° 1578
Depuis quarante ans,
un regard différent sur l'actualité